

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 9 novembre 2023

Nos réf. : SAU/NC/MT n° 23-531

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACOSTE OPERATIONS

25, Rue Jules Didier
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 juin 2023 dans l'établissement LACOSTE OPERATIONS implanté 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 1^{er} juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est menée suite aux questionnements formulés par le SDIS, dans le cadre de sa consultation lors d'une procédure de demande de permis de construire déposée par l'exploitant, visant à construire une marquise reliant le bâtiment de finition avec le bâtiment de teinture.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOSTE OPERATIONS
- 25, Rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPERATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès des secours	Arrêté Préfectoral du 24/02/1987, article 7.2.1.b)	/	Sans objet
2	Exutoires de fumées	AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en avant une problématique de l'aménagement prévu au sujet des possibilités de défense du bâtiment de finition par les secours en cas d'incendie. Ces problématiques ont néanmoins été résolues par l'exploitant par l'aménagement d'une nouvelle plateforme destinée à créer aux secours un nouveau point d'attaque en cas d'incendie.

La visite avec le SDIS a par ailleurs mis en avant la nécessité de réaliser une nouvelle visite d'inspection du site ciblée sur la thématique incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1987, article 7.2.1.b)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours, les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services incendie puissent évoluer sans difficultés. [...]
Constats : Le site a pour projet de créer une marquise reliant le bâtiment de teinture avec le bâtiment de finitions. Le représentant du SDIS déclare que ce projet est problématique concernant les points d'accès au bâtiment, puisqu'il sera construit sur un potentiel point d'attaque (et de stationnement des engins de secours) en cas d'incendie sur le bâtiment de finition. En cas d'incendie sur ce dernier, la présence de la marquise nécessiterait de reculer le point d'attaque/stationnement du bâtiment, rendant inatteignable aux eaux d'extinction ses parties les plus éloignées. L'exploitant déclare qu'il aménagera derrière le bâtiment de finition, le long de la voie de chemin de fer, une nouvelle plateforme permettant aux engins de secours d'accéder et de stationner du côté du bâtiment rendu inatteignable aux eaux d'extinction du fait de la présence de la marquise. Cette plateforme permettra également de gagner un nouveau point d'attaque sur le bâtiment de teinture. Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la photo de la réalisation des travaux d'aménagement de cette plateforme. Il informe également dans le courriel que la construction de la marquise débutera le 16/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exutoires de fumées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. [...]
Constats : Le toit du bâtiment de finition n'est pas équipé d'exutoires de fumées, mais de plaques thermos-fusibles qui ont été recouvertes par une couche d'isolant il y a une vingtaine d'années. Ce bâtiment contient notamment les rames de séchage du site, des installations de combustion qui sont donc sujettes à risque d'incendie. Lors de la visite, le représentant du SDIS indique que l'absence d'exutoires de fumées dans le bâtiment peut présenter des risques en termes d'incendie.
Observations : La présente prescription n'impose pas de système de désenfumage de façon explicite. L'inspection des installations classées attire cependant l'attention de l'exploitant sur les remarques du SDIS. Pour faire suite à ces remarques, l'inspection des installations classées mènera ultérieurement une visite d'inspection du site ciblée sur la thématique incendie. Cette visite d'inspection permettra notamment de contrôler la conformité de l'exploitant par rapport aux prescriptions associées aux équipements de combustion (y compris les rames du bâtiment de finition), qui comprennent un volet associé au désenfumage, mais qui doivent au préalable faire l'objet d'une phase de contradictoire (dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance du 28/11/2022) pour établir définitivement lesquelles sont applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet